

Deffontaines veut de nouveaux droits pour les travailleurs



EUROPÉENNES Le communiste place le « monde du travail » au cœur de sa campagne. Avec ses colistiers syndicalistes, il appelle à engranger des conquêtes sociales au Parlement.

« **T**on Europe libérale, qu'elle meure ! » Devant des militants syndicaux réunis au siège du PCF, à Paris, la veille du 1^{er} Mai, le secrétaire national, Fabien Roussel, répond à Emmanuel Macron. Au président de la République qui disait quelques jours plus tôt que l'Europe actuelle pourrait mourir, le dirigeant communiste en rappelle le bilan : « Elle est synonyme de souffrance, de délocalisations, de chômage, de précarité... » Fabien Roussel voudrait lui substituer une autre Union européenne, « au service du progrès social ».

Et c'est l'objectif de la liste conduite par Léon Deffontaines, qui consacre sa campagne à ce combat : « Nous sommes la liste du monde du travail, qui porte un projet d'espoir, alors que les autres listes en France ont un projet d'Europe fédérale. » Le secrétaire national du PCF prévient les syndicalistes des enjeux du scrutin : « C'est un nouveau cap dans les abandons de souveraineté inacceptables qui risque d'être franchi le 9 juin. »

À la tribune, ils sont une dizaine de syndicalistes, pour certains candidats sur la liste conduite par Léon Deffontaines, à venir expliquer le quotidien des salariés du privé comme du public. Et celui de leurs luttes. Sigrid Gérardin, en deuxième position, détaille les effets de l'austérité, qui « gangrène

des services publics ». « Ceux qui la mettent en œuvre ne sont rien d'autre que des fossoyeurs », accuse la syndicaliste FSU. « Les services publics, quand on les casse, on crée des inégalités sociales et territoriales. On alimente la défiance et la désespérance. C'est la recette de la progression des idées d'extrême droite. » Marylène Faure, déléguée syndicale CGT chez Enedis et également candidate sur la liste, abonde. « La véritable cible du capital, ce sont les services publics », prévient-elle. Elle s'en prend également à Emmanuel Macron qui « bâtit des murs d'interdits, censure, sanctionne », et dénonce les « militants syndicaux arrêtés et traduits devant les tribunaux ». Sa colistière, la cheminote Héloïse d'Halluin, affirme que

le gouvernement craint de voir les travailleurs entrer davantage à Bruxelles : « Ils savent que nous, les ouvriers, mettons le doigt sur les véritables problématiques. Il nous faudra donc un maximum de représentants du monde du travail au Parlement européen. »

DES ÉLUS « QUI AGIRONT CONTRE LES ENTREPRISES QUI DÉLOCALISENT »

Car les luttes, relayées par les élus, peuvent payer dans les hémicycles. Sébastien Menesplier, secrétaire général de la fédération des mines et énergie de la CGT, est là pour le rappeler. « Le PDG d'EDF voulait démembrer l'entreprise pour faire plaisir à la commission de Bruxelles », rappelle-t-il au sujet du projet Hercule. « La lutte menée en intersyndicale nous a permis de les faire reculer lui et le gouvernement. Quand on a eu connaissance du projet de loi sur la nationalisation d'EDF, nous avons alerté les députés de velléités cachées dans la première mouture pour continuer à privatiser, souligne-t-il. Et on a réussi à convaincre les parlementaires de faire bouger les lignes. »

Un travail en commun qui pourrait se reproduire à l'échelle du Parlement européen ? C'est ce que veut croire Léon Deffontaines, lorsqu'il justifie son « adresse au monde du

« La véritable cible du capital, ce sont les services publics. »

MARYLÈNE FAURE, DÉLÉGUÉE SYNDICALE ET CANDIDATE PCF AUX EUROPÉENNES

travail », le 30 avril. Il veut « rassembler autour des questions sociales, avec les forces sociales, syndicales du monde du travail », explique la tête de liste. Il rappelle la diversité de la liste de la « gauche unie pour le monde du travail » : « Des fonctionnaires, représentants du monde du travail, d'entreprises publiques et privées, des ouvriers, des employés, des ingénieurs, des agriculteurs et agricultrices... » Avec un programme destiné à changer l'Europe. « Il nous faut produire plus de richesses, et qu'elles soient mieux réparties, réindustrialiser notre continent. » Léon Deffontaines veut des élus « qui agiront sévèrement contre les entreprises qui délocalisent » et « mettre en place des protections sociales et environnementales aux frontières de l'UE ». Et parce que « la réindustrialisation sans outil public n'est pas envisageable », comme le rappelait quelques minutes plus tôt le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, Thierry Nier, le communiste compte « reprendre la main sur la BCE ». Pour y parvenir, celle-ci doit pouvoir prêter directement aux États, à taux zéro, et constituer un fonds destiné à la création de services publics. « Il faut créer des nouveaux droits pour les salariés en France et en Europe, assure Léon Deffontaines, permettre que chacune, chacun puisse avoir une activité syndicale dans son entreprise. L'UE doit être un levier pour aider les salariés à défendre leurs droits », considère-t-il. Dans la salle, tous applaudissent. Tout l'enjeu est de faire de même au Parlement européen un jour. ■



Au centre, la tête de liste du PCF pour le scrutin du 9 juin au siège de la formation, à Paris, le 30 avril. NICOLAS MORAUD

DIEGO CHAUVET